UNION INTERNATIONALE DE LA PRESSE FRANCOPHONE

Par Regine.lefevre7@hotmail.fr

Revue de presse

No 407 en date du 14.06.2019

Dans le cadre des 88 pays et états appartenant à la Francophonie institutionnelle
https://www.francophonie.org/statut-et-date-adhesion-Etats-et-gouvernements-28647.html
et des pays et états non adhérents à la Francophonie institutionnelle (Algérie, Azerbaïdjan et Vallée d'Aoste) dans lesquels se situent des sections de l'Union de presse francophone

Toutes les informations et tous les communiqués en provenance des sections de l'UPF sont gérés par UPF internationale
Seules les informations concernant ces sections faisant l'objet d'une publication dans la presse sont reprises dans la revue

SOMMAIRE

1 – JOURNALISTES EN COTE D'IVOIRE – « Les journalistes formés aux pratiques parlementaires »

2 – CARICATURES – « Fin des caricatures au *NY Times* : "C'est la liberté d'opinion qui va être mise en pièces", déplore Plantu »

3 – REVUE « AFRIQUE CONTEMPORAINE » - « Un comité transitoire a été mis sur pied pour restructurer la revue l'Afrique Contemporaine »

4 – OFFRE D'EMPLOI – « Rédacteur pigiste (Rouen, Le Havre) »

5 – MEDIAS AU BURUNDI – « 300.000 Barundi manifestent contre les médias occidentaux »

6 – JOURNALISTE AU MEXIQUE – « Une journaliste assassinée, la sixième depuis le début de l'année »

7 – JOURNALISTES EN HAITI – « RSF : inquiétude pour la sécurité des journalistes après l'assassinat de Pétion Rospide »

8 – MEDIAS – « Les médias confrontés à la possible saturation des abonnements en ligne »

9 – UNION DE PRESSE FRANCOPHONE – « UPF-Mali : Ramata Diaouré prend les commandes »

10 – FEDERATION INTERNATIONALE DES JOURNALISTES – « Election du journaliste marocain Younes M'Jahed à la présidence de l'organisation »

1 – JOURNALISTES EN COTE D'IVOIRE – « Les journalistes formés aux pratiques parlementaires »
https://www.fratmat.info/index.php/politique/assemblee-nationale-les-journalistes-formes-aux-pratiques-parlementaires

Mardi 11 juin 2019
Par KANATE MAMADOU

La direction de l'information et communication de l'Assemblée nationale veut donner les outils aux journalistes en vue de leur permettre de mieux maîtriser le fonctionnement et l'organisation de l'hémicycle, de connaitre son histoire. Et surtout d'avoir une connaissance de la procédure et du lexique parlementaire. C'est ce qui a justifié la tenue, samedi, un séminaire à l'endroit des hommes de médias et des blogueurs au Radisson Blu, à Port-Bouët.

Merheb Carmen, l'initiatrice de cette formation de renforcement des capacités et responsable de l'information et de la communication de l'Assemblée nationale, a espéré qu'au terme de cet atelier, les participants seront suffisamment instruits pour rédiger des articles pointus sur les sujets relatifs à cette institution. Elle a précisé que son objectif est aussi de créer une forme de partenariat et d'ouverture entre les journalistes et elle dans le cadre de sa nouvelle mission. « Nous sommes disponibles. Pour toutes vos préoccupations, vous pouvez nous joindre à tout moment », a-t-elle fait savoir.

En ce qui concerne la formation proprement dite, le module portant sur l'histoire de l'Assemblée nationale a été dispensé par Assi Kouassi Jean-Claude. En sa qualité de chef du service du contrôle et de l'évaluation des politiques publiques, il a fait l'historique de l'Hémicycle depuis la représentation africaine au Parlement français, en passant par la fonction parlementaire dans la Côte d'Ivoire coloniale, l'ère du parti unique absolu à l'ère de la démocratie à l'ivoirienne, à la fin de la controverse de la législature pour déboucher à l'Assemblée nationale sous la III^{e} République.

La deuxième communication a été faite par Tra Bi Aissa, directrice de législation et du contrôle parlementaire. Elle a présenté les organes de l'Assemblée nationale et les différentes séances et réunions. N'Guessan K. Désiré, directeur de l'informatique et de la documentation, lui, a planché sur l'importance des institutions en Côte d'Ivoire. A cet égard, il a soutenu que les institutions sont un élément important dans l'organisation d'un État et la construction d'une nation. Selon lui, elles jouent un rôle de premier plan dans la régulation des rapports entre citoyens, dans la gestion du pouvoir et dans la construction et la protection de l'image et du prestige du pays.

Le secrétaire général de l'Assemblée nationale, Alain Acapko *Addra,* au vu de cette importante initiative, était présent pour apporter des éclairages sur les questions et préoccupations des journalistes.

2 – CARICATURES – « Fin des caricatures au *NY Times* : "C'est la liberté d'opinion qui va être mise en pièces", déplore Plantu »
https://www.franceinter.fr/culture/fin-des-caricatures-au-new-york-times-c-est-la-liberte-d-opinion-qui-est-mise-en-pieces-deplore-plantu

Mardi 11 juin 2019
Par France Inter

Le New York Times annonce la fin des caricatures politiques dans son édition internationale dès juillet prochain. Une décision qui fait suite à la publication d'un dessin jugé antisémite en avril dernier.

Pour le dessinateur Plantu, qui a créé - avec Chapatte - l'association Cartooning For Peace aux côtés de l'ancien Secrétaire général des Nations Unies Kofi Annan, pour défendre les dessinateurs de presse, la décision du New York Times d'arrêter de publier les dessins politiques dans son édition internationale dès le mois de juillet est une mauvaise nouvelle pour la démocratie en général et pour le dessin de presse en particulier.

Le New York Times avait publié en avril le dessin d'un dessinateur portugais qui a créé la polémique. Le journal s'est excusé et a retiré le dessin après des manifestations et un tollé sur les réseaux sociaux.

FRANCE INTER : Comment réagissez-vous à l'annonce du New York Times d'arrêter les caricatures ?
PLANTU : "On a défendu ce dessinateur portugais qui bien sûr n'est pas antisémite, mais qui a été présenté comme tel par les réseaux sociaux. On a été étonnés de voir le New York Times s'aplatir devant les réseaux sociaux, s'excuser deux fois. Ils ont enlevé le dessin.

C'est une censure bête. Au moins en Iran c'est une censure à l'ancienne : on va en prison si on a fait ça ou ça. Là c'est pire. Ce sont des petites pétoches qui s'installent dans la tête des rédacteurs en chef...

On a défendu un dessinateur israélien, un dessinateur allemand qui ont été virés parce que leurs rédacteurs en chef se sont aplatis devant les réseaux sociaux. On se rend compte que les peurs se sont installées dans tous les esprits.

S'ils s'aplatissent tous, la liberté des dessinateurs va se réduire (mais ça c'est secondaire), mais c'est la liberté des journalistes, la liberté des citoyens, la liberté d'opinion qui va être mise en pièces."

Pensez-vous que c'est la liberté d'expression qui est remise en cause ?
"Oui ! maintenant on sent l'inquiétude 'Ah ! tu as fait un dessin !'. On sent que les peurs se sont installées dans les esprits, et nos démocraties le paieront très cher.
C'est tout juste si on ne s'inquiète pas du dessin d'un enfant qui rentre de l'école ! On se rend compte que les peurs se sont installées dans les esprits et évidemment nos démocraties le paieront très cher."

C'est comme si le Monde arrêtait les dessins politiques...
"C'est pour cela qu'il y a douze ans, nous avons créé Cartooning for peace, avec Kofi Annan, une association de dessinateurs chrétiens, juifs, musulmans, pour défendre la liberté d'opinion avec l'arrivée des réseaux sociaux. Car les fatwas contre les dessinateurs danois n'ont eu de valeur que parce qu'il y a avait les réseaux sociaux. Les caricatures dans le journal danois n'auraient pas fait beaucoup de bruit s'il n'y avait pas eu les réseaux sociaux. Il n'y aurait pas eu polémique. Mais maintenant avec la manipulation des images et de l'interprétation des images, nous sommes à la veille d'une disparition de la pensée et de l'opinion. "

Cette auto-censure est donc une catastrophe pour l'avenir de la démocratie ?
"Ce n'est pas un problème de dessinateur. On soutient Chappatte évidemment. Mais c'est un problème de liberté d'opinion tout simplement. On a défendu un dessinateur israélien parce qu'il avait dessiné Netanyahu en cochon. Il a été viré pour antisémitisme ! Les réseaux sociaux gagnent la bataille contre la liberté d'exprimer une opinion simple dans un journal. C'est Kofi Annan qui m'a appris tout ça. Il m'a dit 'attention, la manipulation des images par certains imams du Proche-Orient, du Liban, c'est le début d'une nouvelle bataille'. C'est pour ça qu'il m'a demandé de réunir des dessinateurs de tous horizons, de toutes religions. "

Le New York Times arrête les dessins politiques dès juillet

3 – REVUE « AFRIQUE CONTEMPORAINE » - « Un comité transitoire a été mis sur pied pour restructurer la revue l'Afrique Contemporaine »
https://letempstg.com/2019/06/11/un-togolais-dans-le-comite-de-redaction-de-la-revue-contemporaine/

Mardi 11 juin 2019
Par EKLOU de Badj

Un comité transitoire a été mis sur pied pour restructurer la revue l'Afrique Contemporaine. Parmi les membres du comité, figure l'économiste togolais Kako Nubukpo.

La *revue « l'Afrique Contemporaine »* était à l'arrêt depuis mars 2019. C'était à la suite de la démission du rédacteur en chef Marc-Antoine Pérouse de Monclos. Le désormais ex-rédacteur en chef a rendu le tablier après la décision de l'Agence française de développement (AFD), l'éditeur de la revue *« l'Afrique Contemporaine »* de suspendre la publication d'un dossier sur le Mali.

Pour remettre en marche le journal, un comité a été mis sur pied par l'AFD pour conduire la phase transitoire qui va jusqu'en janvier 2020. Parmi les membres de l'équipe, figure l'économiste togolais Kako Nubukpo. Le sociologue ivoirien Francis Akindes fait aussi partie du comité rédactionnel.

Le choix de ces deux africains répond à la nouvelle touche que veut apporter l'éditeur au trimestriel *« l'Afrique Contemporaine »*. L'AFD désire *« désormais que le titre soit édité par une université ou un centre de recherche africain »*. Les deux Africains font déjà partie du comité scientifique de l'AFD.

Le comité est également composé des professeurs Jean du Bois de Gaudusson, et Sonia Le Gouriellec ; de l'anthropologue Marie Miran et du chef de projet à l'AFD Mathieu Boche.

4 – OFFRE D'EMPLOI – « Rédacteur pigiste (Rouen, Le Havre) » https://emploi.categorynet.com/emploi/emplois-presse-france/2600-redacteur-pigiste-rouen-le-havre

Mardi 11 juin 2019

Rédacteur pigiste (Rouen, Le Havre…)

Intitulé du poste : rédacteur pigiste
Nom de l'entreprise : Le Poulpe, media normand d'investigation
Type d'offre : Pige
Région : Normandie
Ville : Rouen, Le Havre...

Description du poste :
Le Poulpe est un jeune media normand sur internet, basé sur l'enquête et la révélation.

Nous sommes à la recherche de journalistes pigistes chevronnés capables de proposer des sujets mais aussi de se voir confier la réalisation d'enquêtes au long cours.

La collaboration avec Le Poulpe peut être épisodique ou plus soutenue, en fonction de la volonté de la personne.

Nous travaillons sur deux formats principaux : de longues enquêtes (entre 8 et 10 000 signes), ou alors des exclusifs (entre 1500 et 3000 signes). Nous rémunérons les journalistes en salaire, avec un prix au feuillet qui oscille entre 50 et 90 euros net en fonction de la difficulté à réaliser le sujet. Nous remboursons également certains frais professionnels après obtention de l'accord de la rédaction en chef.

Nous sommes un media généraliste qui s'intéresse à toutes les rubriques (société, politique, économie, environnement, police, justice sport, culture…). Dans tous ces domaines, et peut-être d'autres encore, nous sommes à la recherche d'informations exclusives ou d'angles originaux.

Profil du candidat :
Nous cherchons des journalistes professionnels à même de mener à bien des projets d'enquête et de livrer un papier publiable clé en main. Le profil est celui de quelqu'un capable de dénicher de bonnes infos et d'écrire avec la plus belle des plumes.

Coordonnées du recruteur :
satsepublications@gmail.com

5 – MEDIAS AU BURUNDI – « 300.000 Barundi manifestent contre les médias occidentaux »
http://burundi-agnews.org/globalisation-mondialisation/burundi-300-000-barundi-manifestent-contre-les-media-occidentaux/

Mardi 11 juin 2019

MEDIA, GLOBALISATION, DEFENSE, SOCIETE CIVILE – La société civile burundaise mobilise plus de 300.000 Barundi dans les rues à travers le Burundi contre les média occidentaux (RFI, Le Monde Afrique, TV5 Monde …).

Dans le cadre des Politiques Étrangères, Globale, et Intérieure, notamment Associative et Médiatique des Barundi, la société civile burundaise (les organisations : syndicats, CAPES+ ; ONELOP ; AJAPAFRICAINE ; CACEDEBU TERIMBERE ; OBSERVATOIRE AFRICAIN POUR LA DEMOCRATIE ET L'ASSISTANCE EN MATIERE ELECTORALE – OADAME BURUNDI ; ACOPA BURUNDI etc.) a mobilisé près de 300.000 citoyens à travers le pays pour manifester et protester contre le traitement médiatique étranger sur le Burundi, notamment des médias français comme le Monde Afrique, RFI et TV5 (cfr: La French Connexion –) qui salissent l'image du pays à travers le monde, en diffusant des messages de haine et de division.

Dans un contexte de Guerre Géopolitique engagée par les multinationales occidentales contre la Chine dans la région des Grands Lacs Africains, le Burundi subit une Guerre Humanitaire depuis 2015, qui a fait suite à une Révolution de Couleur et à un coup d'état militaire raté le mercredi 13 mai 2015.

Les 3 centaines de milliers de manifestants Barundi protestent contre ces médiums de la Francophonie qui sont utilisés comme – armes de guerre – contre le Burundi par ces multinationales occidentales.

6 – JOURNALISTE AU MEXIQUE – « Une journaliste assassinée, la sixième depuis le début de l'année »
https://www.lemonde.fr/international/article/2019/06/12/un-sixieme-journaliste-assassine-au-mexique_5475026_3210.html

Mercredi 12 juin 2019

Une journaliste assassinée au Mexique, la sixième depuis le début de l'année.

Le Mexique est le troisième pays le plus dangereux du monde pour la presse, après la Syrie et l'Afghanistan, avec plus de 100 journalistes tués depuis 2000.

Une journaliste mexicaine, Norma Sarabia, a été assassinée mardi 11 juin, par deux individus armés circulant à moto, dans la ville de Huimanguillo dans le sud-est du Mexique. Ses agresseurs ont réussi à prendre la fuite. Elle est la 6e journaliste assassinée dans ce pays depuis le début 2019.

Norma Sarabia avait été correspondante du journal *Tabasco Hoy* pendant quinze ans et travaillait depuis quelque temps pour d'autres médias locaux, a précisé le journal.
En mai, un journaliste a été assassiné sur la côte caraïbe mexicaine. Le corps de Francisco Romero Diaz, qui bénéficiait du système de protection des journalistes et travaillait pour des médias locaux, avait été découvert dans la cité balnéaire de Playa del Carmen.

Le Mexique est le troisième pays le plus dangereux du monde pour la presse après la Syrie et l'Afghanistan, avec plus de 100 journalistes tués depuis 2000, selon Reporters sans frontières.

En 2018, dix journalistes ont été assassinés dans différentes régions du pays. La grande majorité de ces assassinats restent impunis.

La journaliste mexicaine, Norma Sarabia

7 – JOURNALISTES EN HAITI – « RSF : inquiétude pour la sécurité des journalistes après l'assassinat de Pétion Rospide »
https://rsf.org/fr/actualites/haiti-inquietude-pour-la-securite-des-journalistes-apres-lassassinat-de-petion-rospide

Mardi 11 juin 2019
Par RSF

Suite à l'assassinat de l'animateur radio Pétion Rospide et l'agression de plusieurs journalistes, le lundi 10 juin 2019 à Port-au-Prince, Reporters sans frontières (RSF) déplore un climat particulièrement dangereux pour la presse haïtienne, alors que le pays se trouve secoué par de violentes manifestations.

Le journaliste haïtien de Radio sans fin (Rsf), **Pétion Rospide,** a été tué par balles dans la soirée du lundi 10 juin 2019 à Port-au-Prince dans le quartier de Portail Léogâne, réputé dangereux. Il était au volant de sa voiture lorsque des individus l'ont approché et ont ouvert le feu. Gravement touché, il a pu rouler quelques mètres avant de succomber à ses blessures.

Quelques heures avant sa mort, le journaliste-présentateur avait dénoncé à l'antenne les attaques de manifestants contre quatre véhicules de *Radio Télé Ginen*, incendiés dans les rues de Port-au-Prince ce même 10 juin.

"Les autorités haïtiennes doivent faire toute la lumière sur cette sordide exécution et traduire en justice les responsables de la mort de Pétion Rospide", déclare Emmanuel Colombié, directeur du bureau Amérique latine pour Reporters sans frontières "*Il est par ailleurs de la responsabilité du gouvernement de garantir la sécurité des journalistes qui couvrent les manifestations, dont le rôle pendant cette période mouvementée est fondamental.*"

Ce meurtre intervient dans un contexte très tendu en Haïti. Depuis plusieurs jours, les manifestations se multiplient dans plusieurs villes du pays contre le président Jovenel Moïse, empêtré dans des affaires de corruption, manifestations marquées par des violences et des confrontations entre forces de l'ordre, manifestants et groupes armés. Le journaliste **Richardson Jourdan** de la *Télévision Nationale d'Haïti*, a d'ailleurs été pris à parti et roué de coups par des manifestants le vendredi 8 juin à Port au Prince

RSF rappelle que le reporter photographe haïtien **Vladjimir Legagneur** est porté disparu depuis le 14 mars 2018. Haïti occupe la 62ème place sur 180 pays dans le Classement de la liberté de la presse établi par RSF en 2019.

8 – MEDIAS – « Les médias confrontés à la possible saturation des abonnements en ligne »

https://www.lemonde.fr/actualite-medias/article/2019/06/11/les-medias-confrontes-a-la-saturation-des-abonnements-en-ligne_5474820_3236.html

Lundi 11 juin 2019
Par Alexandre Berteau

Les médias confrontés à la possible saturation des abonnements en ligne
La part d'internautes prêts à payer pour s'informer sur le Web stagne. Les médias font face à la concurrence des services de divertissement, comme Netflix, Spotify.

Impossible d'y échapper. A peine arrivé sur le site Internet d'un média, l'internaute voit s'afficher une fenêtre lui proposant de s'abonner sous peine de ne pouvoir lire l'article. Une stratégie de plus en plus adoptée par les éditeurs de presse, qui renoncent au modèle gratuit reposant sur la publicité, aujourd'hui captée par Google, Facebook et Amazon.
Mais ce virage pourrait être compromis, à en croire la dernière étude de l'Institut Reuters, publiée mercredi 12 juin. A partir d'un sondage mené auprès de 75 000 personnes dans 38 pays, les chercheurs rattachés à l'université britannique d'Oxford pointent que même si le nombre d'abonnés croit, la part des lecteurs disposés à payer pour s'informer sur Internet se maintient généralement à 11 % depuis six ans. Au point que plusieurs observateurs redoutent que le secteur ait heurté un plafond. Cette inquiétude est d'autant plus légitime que « *peu de gens sont actuellement prêts à s'abonner à plus d'un média en ligne* », souligne l'étude. C'est alors la « *logique du gagnant rafle tout* » qui prime : cet unique abonnement se porte sur les titres dominants, au détriment des journaux locaux ou spécialisés.
« Fatigue de l'abonnement »
Car le budget des internautes n'est pas extensible à l'infini, et les médias font en plus face à la concurrence des services de divertissement, comme Netflix, Spotify ou Apple Music. S'ils devaient souscrire à un seul abonnement, seuls 7 % des sondés de moins de 45 ans se tourneraient vers un média, tandis que les offres de vidéo et de musique en attireraient 37 % et 15 %.
Si bien que les auteurs de l'étude voient se dessiner une « *fatigue de l'abonnement* », concept selon lequel « *les gens en ont marre qu'on leur demande de payer séparément différents services en ligne* », explique Richard Fletcher, de l'Institut Reuters. Face à cette menace, une solution réside, selon les chercheurs, dans les bouquets regroupant un abonnement à un média et à un autre type d'offre. Le *Washington Post*, propriété de Jeff Bezos, le PDG d'Amazon, propose par exemple à ses abonnés un tarif réduit pour le service de livraison du géant du commerce en ligne, tandis que 40 % des nouveaux abonnés du *New York Times* proviennent de ses applications de cuisine et de mots croisés.
Les lecteurs sont aussi demandeurs de bouquets entre plusieurs médias selon les auteurs. Ils prennent pour modèle l'abonnement au *Times* britannique, qui donne accès aux contenus du *Wall Street Journal*, mais aussi le kiosque numérique dévoilé fin mars par Apple. Pour moins de dix dollars (un peu moins de neuf euros) par mois, ce dernier agrège plus de 300 titres, en majorité des magazines, mais la plupart des quotidiens américains ont refusé d'y adhérer, la rémunération proposée par Apple étant insuffisante selon eux.

La suite est réservée aux abonnés

9 – UNION DE PRESSE FRANCOPHONE – « UPF-Mali : Ramata Diaouré prend les commandes »

https://maliactu.net/mali-upf-mali-ramata-diaoure-aux-commandes/

Mardi 11 juin 2019
Par Kadiatou Mouyi Doumbia

C'est désormais Ramata Diaouré, secrétaire de rédaction au Journal du Mali, formatrice et consultante, qui préside la section malienne de l'Union internationale de la presse francophone (UPF). Elle succède à Sadou Abdoulaye Yattara.

A l'issue de son assemblée générale du samedi 8 juin 2019 à la Maison de la presse, la section malienne de l'UPF a élu un nouveau bureau pour un mandat de trois ans.

Seule candidate en course, Ramata Diaouré a été élue présidente à l'issue d'un scrutin à mains levées. Elle conduit un bureau de cinq membres dont le secrétaire général est Alexis Kalambry du bihebdomadaire, Mali Tribune. Le poste de secrétaire à la formation est occupé par Assa Sakiliba de la radio Mikado. La trésorerie revient à Mamadou Talata Maïga de la Maison de la presse. Maliki Diallo de la télévision Renouveau occupe le poste de secrétaire à l'organisation.

Engagée, la nouvelle présidente de l'UPF Mali a exprimé sa fierté d'être la première présidente de l'organisation. Ramata Diaouré a placé son mandat sous le signe de la redynamisation de l'union tout en mettant un accent particulier sur l'adhésion de la génération montante. Elle annonce l'élaboration d'un plan d'activité et une vaste campagne d'adhésion. *"Le plan d'activité sera soumis à une assemblée générale dans deux mois"*, promet-elle.

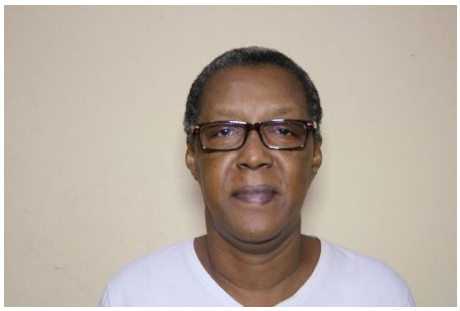
Désormais, un mandat de trois ans au lieu de quatre

A partir des prochaines assises, un nouveau texte va régir l'UPF international. Selon le président sortant, Sadou Abdoulaye Yattara, ces textes seront consacrés à la promotion de la langue française, à la défense de la liberté de la presse et d'expression et surtout à la promotion du journalisme.

L'un des objectifs de ces nouveaux textes, précise M. Yattara, sera d'harmoniser les mandats au niveau des pays membres. Ainsi de quatre ans, éligible une fois, le mandat du bureau sera ramené à trois, a expliqué le président sortant.

En plus du renouvellement anticipé du bureau, l'assemblée a remis aux nouveaux membres leurs cartes 2019. Les récipiendaires sont au nombre de quatorze journalistes. Elle a aussi choisi comme présidents d'honneurs, Mahamane Hameye Cissé et le président sortant Sadou Abdoulaye Yattara.

Vidéo :https://www.facebook.com/www.aumali.net/videos/1252313524942265/UzpfSTEwMDAxMDIwNjEzMTAwODo5MDU0MjkxMTk4MDcyODQ/



Ramata Diaouré

10 – FEDERATION INTERNATIONALE DES JOURNALISTES – « Election du journaliste marocain Younes M'Jahed à la présidence de l'organisation »
https://www.ifj.org/fr/salle-de-presse/nouvelles/detail/category/press-releases/article/younes-mjahed-of-morocco-elected-new-ifj-president.html

Jeudi 13 juin 2019

Aujourd'hui, les 254 délégués réunis à Tunis pour le Congrès mondial de la Fédération internationale des journalistes ont élu le journaliste marocain Younes M'Jahed à la présidence de l'organisation.

Younes M'Jahed est journaliste au quotidien *Ittihad Ichtirak*. Il a rejoint le Comité exécutif de la FIJ pour la première fois en tant que conseiller lors du Congrès de Recife en 1998. Il a ensuite été élu vice-président au congrès de la FIJ à Moscou en 2007, puis premier vice-président au congrès de la FIJ à Dublin en juin 2013, titre qu'il a de nouveau obtenu à Angers en 2016.

M'Jahed est également secrétaire général du Syndicat national de la presse marocaine (SNPM) et a récemment été élu président du Conseil national de la presse au Maroc.
Il succède au président belge sortant, Philippe Leruth, qui a dirigé la FIJ de 2016 à 2019.

M'Jahed a déclaré : "*Je travaillerai à consolider le syndicalisme et l'action syndicale, à diversifier notre coopération et à poursuivre ce que nous avons commencé il y a 6 ans : encourager nos propres organes ainsi que les groupes régionaux à être plus actifs pour renforcer la démocratie dans nos propres structures*.

Les délégués de la FIJ ont également élu la péruvienne Zuliana Lainez Première vice-présidente, l'indienne Sabina Inderjit et le russe Timur Shafir vice-présidents et le britannique Jim Boumelha trésorier honoraire.

Younes M'Jahed